



AG2R LA MONDIALE

Monsieur Ban Ki-Moon
Secrétaire Général
Nations Unies
New York – NY 10017
USA

Paris, 4 juin 2013

Aux bons soins de Madame Denise O'Brien

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai le plaisir de vous informer qu'AG2R LA MONDIALE soutient activement les dix principes du *Pacte mondial des Nations unies* concernant les droits de l'homme, les droits du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Lors de notre première adhésion en 2003, nous avons exprimé notre volonté de faire progresser ces principes dans notre domaine d'influence. Depuis, nous les intégrons chaque année un peu plus dans la stratégie de l'entreprise et dans la conduite des activités opérationnelles.

Nous faisons des déclarations claires et publiques à ce sujet par le biais des journaux internes et des rapports d'activité dont nous informons régulièrement nos salariés, nos partenaires commerciaux et nos clients.

La personne responsable des contacts pour le Pacte Mondial est Madame Delphine Lalu, Directrice RSE et Fondations du Groupe, (Tél. 33 (0)1 76 60 90 62 - Fax 33 (0)1 76 60 90 69 delphine.lalu@ag2rlamondiale.fr).

Je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'expression de mes sentiments respectueux.

Le Directeur général,

André Renaudin



Communication sur le progrès 2013

AG2R LA MONDIALE est l'un des premiers groupes d'assurance de protection sociale français. Il allie performance économique et engagement social au travers des valeurs portées par le paritarisme et le mutualisme. Assureur de la personne et gestionnaire de la retraite complémentaire obligatoire, fort d'une expertise complète en assurance de personnes (santé, prévoyance, épargne, retraite) et en action sociale, AG2R LA MONDIALE a collecté, en 2012, 16,4 Md€ et gère actuellement plus de 75 milliards d'euros d'actifs. Grâce à son expertise reconnue en action sociale, dans le cadre de ses fonds retraite, prévoyance et de ses quatre fondations, le Groupe a redistribué près de 50 M€ sous la forme d'aides sociales individuelles et de financements dédiés à des projets d'intérêt général. Le Groupe est engagé auprès de 9 millions d'assurés, 1,2 millions d'entreprises clientes, et emploie 7633 personnes.

AG2R LA MONDIALE est engagé, depuis de nombreuses années, et intègre progressivement les objectifs du développement durable dans sa stratégie et ses activités. Ses engagements sont notamment formalisés par l'adhésion du Groupe aux principes du Pacte mondial (dès 2003), à la Charte de la diversité (2006), à la Charte Développement durable de l'Association française de l'assurance (2009), au Manifeste de l'entreprise responsable d'Alliance (2010). AG2R LA MONDIALE a pris en outre l'engagement de déployer sa méthode d'analyse ISR à la totalité de sa gestion d'actifs dans le cadre de la *Global Union for Sustainability*, GUS (2012).

Les pratiques présentées ci-après constituent une partie du reporting RSE Groupe. Ont été recensées celles qui répondent tout particulièrement aux principes du Pacte mondial.

Sommaire

<u>Principes du Pacte Mondial</u>	<u>Intitulé de la pratique</u>	<u>Pages</u>
Tous les principes	1) Investissement socialement responsable	3
Droits de l'Homme	2) Politique générale de respect des droits de l'Homme	7
Conditions de travail	3) L'égalité entre les femmes et les hommes	7
Conditions de travail	4) La prise en compte de la situation des seniors	7
Conditions de travail	5) L'intégration des collaborateurs en situation de handicap	8
Conditions de travail	6) La prévention des discriminations selon l'adresse de résidence	8
Environnement	7) Bilan des émissions de gaz à effet de serre	9
Environnement	8) Recyclage des papiers et des cartons	9
Environnement	9) Label Imprim'Vert	10
Environnement	10) Démarches HQE ou autres pour pérenniser le patrimoine immobilier	11
Environnement	11) Gestion des sites d'exploitation : maîtrise des consommations	12
Lutte contre la corruption	12) Politique générale de lutte contre la corruption	13



PRATIQUE RESPECTANT TOUS LES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL

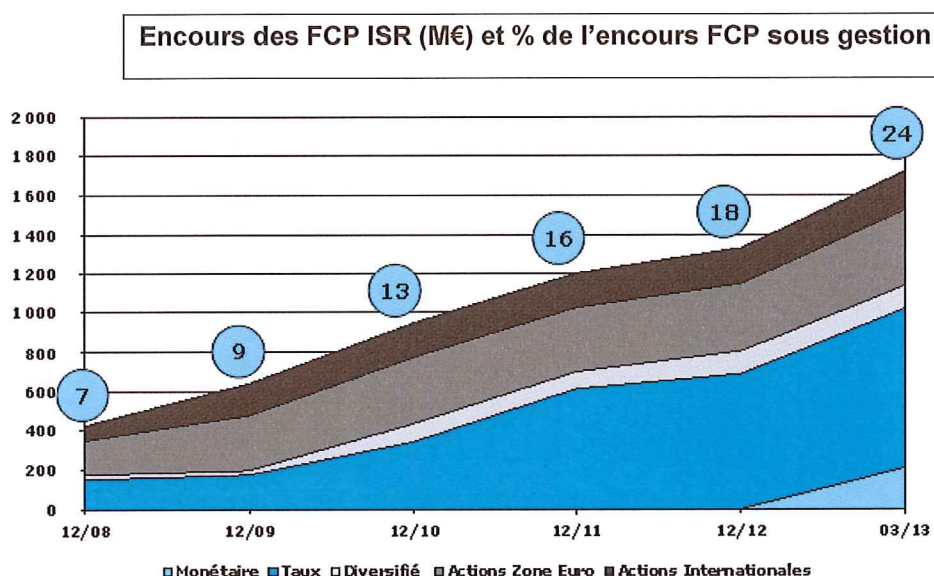
1) INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE

AG2R LA MONDIALE, un investisseur responsable et solidaire

En cohérence avec sa démarche globale de développement durable et en synergie avec sa politique d'action sociale et l'action de ses Fondations, le Groupe mène depuis plus de dix ans une politique de responsabilisation de ses investissements, notamment via Agicam, l'une de ses sociétés de gestion d'actifs.

Investisseur responsable, AG2R LA MONDIALE gère, en 2012, 69 milliards d'actifs dont 10 Md€ sous forme d'OPCVM, 15% de ce dernier volume étant gérés selon les principes de l'Investissement socialement responsable (ISR). En 2013, les deux sociétés de gestion d'actifs du Groupe seront regroupées sous l'emblème d'Agicam qui assure la gestion sous mandat de portefeuilles de valeurs mobilières pour le compte d'institutions du Groupe et gère une gamme complète de Fonds Communs de Placement (FCP) ainsi que les supports financiers de l'offre d'épargne salariale du groupe. Fin 2012, elle gère 9 milliards d'euros d'encours avec une spécificité : un engagement et une expertise, anciens, reconnus et régulièrement primés en matière d'ISR.

Au 1er juin 2013, ce sont désormais plus de 2 milliards d'euros qui sont gérés selon des critères environnementaux, sociétaux et de gouvernance, contre 1 milliard en 2010, 500 millions en 2008 et 100 millions en 2005. Ces deux milliards d'euros recouvrent principalement deux territoires, celui de la gestion collective (Fonds Commun de Placement-FCP) et celui de l'épargne salariale (Fonds Commun de Placement d'Entreprises-FCPE)





Dans le domaine de l'épargne salariale (FCPE) ce sont près de 30 % des encours qui s'inscrivent dans le champ de cette démarche de gestion socialement responsable notamment autour d'une gamme labellisée dès 2002 par le Comité Intersyndical de l'Épargne Salariale (CIES).

La croissance des encours gérés selon une approche articulée autour d'une critériologie E S G est liée à l'extension méthodique de cette démarche à l'ensemble des classes d'actifs (actions, obligations, monétaire, Private Equity) de gestion (gestion directe, multigestion). La multi-gestion ISR est à cet égard tout autant envisagée comme un vecteur d'acculturation des meilleures pratiques de l'Investissement Responsable que comme une contribution à son développement par l'appui que nos souscriptions représentent pour d'autres acteurs authentiquement engagés sur cette voie.

Le déploiement de l'ISR au sein des portefeuilles d'AG2R LA MONDIALE a été rendu possible par l'appui de la Direction Générale du groupe AG2R LA MONDIALE, une bonne coordination entre les équipes de la Direction des Investissements et celle de la RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise) ; l'enjeu en est une bonne déclinaison dans le champ de l'investissement des valeurs et des engagements sociétaux portés par le groupe AG2R LA MONDIALE.

Il s'appuie en outre sur le développement et l'enrichissement EthScreeninG, outil propriétaire d'analyse des données extra financières issues des agences auxquelles Agicam est abonné. Cet outil qui couvre notre univers d'investissement de 600 émetteurs/entreprises est articulé autour de trois domaines, 14 critères et 27 sous-critères.

Une intégration systématique des 10 engagements du Pacte mondial dans le cadre de la politique ISR d'AG2R LA MONDIALE : de la construction de portefeuille au reporting.

Les 10 engagements du Pacte Mondial sont pris en compte tant au moment de l'analyse des entreprises et des fonds dans lesquels AG2R LA MONDIALE investit au titre de l'ISR que dans l'analyse globale du portefeuille ISR Groupe (cf. document joint De la méthode à la mesure). Le respect des principes du Pacte mondial par les entreprises/émetteurs de l'univers d'investissement constitue une dimension dirimante du processus de sélection ISR :

Droits de l'homme

Les entreprises dans lesquelles le Groupe investit au titre de l'ISR sont invitées à :

- promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence ;
- veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme ;
- respecter les droits de l'homme à l'intérieur et à l'extérieur du lieu de travail.

Droit du travail

Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective.

La politique d'investissement responsable prend en compte :

- le respect de la liberté syndicale et du droit de négociation collective, l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, l'intégration de normes sociales dans la chaîne d'approvisionnement, l'abolition effective du travail des enfants, l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.



- l'existence et la qualité d'une politique d'égalité des chances. Sont prises en compte les discriminations sur la base du sexe, de l'appartenance ethnique, l'âge, la religion, la nationalité / origine, le handicap et les préférences sexuelles. La politique devrait couvrir tous les stades de l'emploi (recrutement, promotion, rémunération, etc.). Elle prend également en compte la répartition par sexe dans la société. Ce critère évalue trois indicateurs quantitatifs: le ratio de personnel féminin, la répartition par sexe dans l'équipe de direction, et la proportion de femmes occupant des postes de management.
- les controverses majeures, amendes ou règlements à l'amiable relatif à la discrimination. Si des controverses majeures sont détectées, l'évaluation est réduite de 20, 50 ou 80%, en fonction de la gravité de l'infraction et des mesures prises par l'entreprise ;
- la discrimination dans le cadre de la gestion des restructurations.

Environnement

Les entreprises sont invitées à :

- appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement;
- entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement ;
- favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

La politique d'investissement responsable prend en compte un grand nombre de critères environnementaux. Ils ont trait au management, aux produits et services et à l'éco efficacité des entreprises dans lesquels les fonds ISR investissent.

En matière de management, sont pris en compte :

- l'existence et la qualité de la politique environnementale ;
- l'existence d'un système de management environnemental (SME) et la certification de ce dernier (ISO 14000, EMAS ou The Natural Step), le périmètre du SME et la certification dans l'entreprise ;
- la qualité et le périmètre du reporting environnemental de l'entreprise ;
- l'existence, le contenu, la mise à jour et la couverture des indicateurs de performance environnementale ;
- la stratégie de lutte contre le changement climatique et les risques associés ;
- la politiques et mesures visant à réduire les impacts environnementaux des trajets et du transport.

Pour ce qui est des produits et services de l'entreprise, ce sujet couvre une multitude d'indicateurs, dont beaucoup sont spécifiques aux secteurs, par exemple, l'intégration des aspects environnementaux dans le processus de notation de crédit pour les institutions financières, l'utilisation de matériaux recyclés pour l'industrie automobile ou l'approvisionnement écologiquement rationnel des produits papier pour l'industrie des médias (et d'autres). Le sujet peut couvrir jusqu'à 20 indicateurs pour un seul secteur.

L'éco-efficacité évalue les données quantitatives de performance environnementale de l'entreprise et de leur évolution. Les indicateurs sont définis secteur par secteur, mais tous comprennent les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie. D'autres indicateurs sont la consommation d'eau, de CO₂ et d'autres polluants, la production de déchets, le recyclage, les déchets dangereux, l'emballage, l'utilisation de papier ou les voyages d'affaires.

Lutte contre la corruption

Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin. Agicam évalue l'efficacité du système de management anti-corruption à travers les documents, la prévention, l'information et systèmes de surveillance mis en place par les



entreprises. La corruption est étudiée dans son sens le plus large. Les conflits d'intérêts sont également pris en compte car ils peuvent jeter un doute sur la qualité de la société au processus décisionnel et à l'intégrité des personnes concernées.

En complément du reporting financier traditionnel, Agicam propose un reporting ESG (Environnement, Social et Gouvernance) permettant aux investisseurs d'avoir une visibilité sur la responsabilité de leurs placements. Ce reporting ESG permet d'évaluer un portefeuille ISR par rapport à son indice de référence sur les trois grands axes : Environnement Social Gouvernance, ainsi que sur quelques uns des « combats clés » de l'ISR et notamment la signature par les entreprises et les émetteurs du Pacte Mondial.

Un investissement solidaire et de partage au profit de l'innovation sociale et des territoires

La démarche ISR d'Agicam va au-delà de la simple déclinaison financière de la politique et des engagements liés à la responsabilité sociale et environnementale du groupe AG2R LA MONDIALE d'une part, et de la croissance des « encours responsables » d'autre part. De nombreuses initiatives sont mises en œuvre :

- l'accompagnement de collectivités locales « responsables » au cœur des bassins d'emploi du Groupe (Région Ile de France et Nord-Pas-de-Calais) par le développement de la gamme de fonds solidaires pour accompagner des initiatives contribuant au maintien du lien social.
- la création, en décembre 2012, du Fonds Ethomed, doté initialement de 25 millions d'euros et dont l'actif net est aujourd'hui proche de 45 millions. Conçu en partenariat avec l'école supérieure de commerce Euromed Management, ce Fonds d'Investissement responsable, solidaire et de partage, a vocation à générer des soutiens financiers à des projets d'insertion sur l'arc méditerranéen ;
- un engagement historique, renouvelé, auprès de partenaires œuvrant comme lui en faveur de la solidarité et de l'insertion, telles que la société d'investissement France Active.
- un soutien à la création du fonds Solid : créé fin 2011 en partenariat avec Siparex à Lyon pour investir dans des secteurs innovants comme les logiciels, Internet ou le développement durable, le fonds a réalisé en 2012 ses quatre premiers investissements ; lesquels ont généré 24 créations d'emplois.
- En partenariat avec la société de Bourse Arkeon Finance, AG2R LA MONDIALE a également créé un prix financé par une opération de « courtage solidaire » pour accompagner des projets associatifs innovants. Lors de sa quatrième édition, organisée le 3 décembre 2012 à Paris, il a récompensé quatre associations engagées dans la lutte contre « l'illettrisme de l'argent », facteur de surendettement et d'exclusion sociale. Ainsi, 55 000 euros de dons ont été attribués à l'association de retraités bénévoles « AGIRabcd », à l'association lilloise « Bartholomé Masurel », à l'association « CRESUS Île-de-France » et à l'association marseillaise « Médiance 13 ».

Enfin, parce qu'AG2R LA MONDALE se veut tout autant un acteur de référence de l'ISR qu'un contributeur majeur à son développement et à sa diffusion, Agicam a organisé en octobre 2012, dans le cadre de la semaine nationale de l'ISR, deux conférences : l'une à Paris sur le thème « l'ISR pour changer le monde... la voix du dialogue » et l'autre à Marseille sur « les clés du succès de l'épargne salariale responsable ». Elle a participé enfin à la Semaine du Développement durable 2013 en participant à une conférence sur les contributions du Groupe à la transition énergétique.



DROITS DE L'HOMME

2) Politique générale de respect des droits de l'Homme

Le groupe AG2R LA MONDIALE et ses composantes respectent les droits de l'homme dans leur sphère d'activité et ne se rendent pas complices de violation de ces droits.

CONDITIONS DE TRAVAIL

3) L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Dans la continuité des principes exposés dans la CoP 2012, AG2R LA MONDIALE applique les processus de gestion des ressources humaines de manière identique pour les femmes et les hommes.

Rémunération :

- poursuite de la politique de rattrapage d'éventuels écarts de salaire entre les femmes et les hommes par l'affectation d'un budget spécifique lors de la campagne d'augmentations individuelles ;

Recrutement et promotion :

- une attention particulière est portée à l'accès des femmes aux postes d'encadrement et notamment aux niveaux les plus élevés de la classification, tant au recrutement qu'à la mobilité professionnelle grâce notamment à la formation en management. Entre 2009 et 2011, la part de femmes dans les emplois de la famille management est passée de 40% à 45%.

4) La prise en compte de la situation des salariés seniors

Actions réalisées en 2012 : le Groupe a atteint et dépassé son objectif de maintien dans l'emploi.

- le pourcentage des salariés âgés de 55 ans et plus a poursuivi sa progression et atteint 15 % des effectifs en CDI ;
- une attention particulière est portée à toute demande de salarié âgé de 45 ans et plus, en matière de bilan de compétences, de mise en œuvre du droit individuel à la formation ou de valorisation des acquis de l'expérience (VAE). Un bilan systématique est réalisé avec un chargé de formation afin d'apporter une réponse traduite par une action concrète à la demande formulée par le collaborateur et adaptée au besoin réel diagnostiqué lors de l'entretien ;
- le Groupe poursuit son effort tourné vers l'alternance en portant attention à la part des salariés seniors parmi les tuteurs accompagnant chaque jeune en contrat d'alternance. Ces tuteurs bénéficient systématiquement d'une formation en e-learning et en présentiel ;
- la part des collaborateurs engagés dans un programme d'aménagement du temps de travail en fin de carrière poursuit sa progression.



5) L'intégration de collaborateurs en situation de handicap

Des accords d'entreprise sur l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés ont été signés en 2012.

Au-delà des objectifs de recrutement et de maintien dans l'emploi, le Groupe s'attache à favoriser la reconversion professionnelle des adultes handicapés et à accompagner de jeunes handicapés et à faciliter leur accès aux études supérieures.

Des collaborateurs du Groupe se sont investis dans le projet européen Leonardo Univers' Emploi, dans des associations ou des cercles d'études accompagnant des jeunes handicapés.

Enfin, le Groupe poursuit son partenariat pour créer des filières de formation technique. Après celles développées en 2011, trois autres sont en cours de création.

L'action menée par la Direction de l'immobilier d'exploitation favorise également l'insertion des personnes handicapées : une campagne d'audits « d'accessibilité handicap » a été lancée qui concerne l'ensemble des sites d'exploitation, avec pour objectif une adaptation des locaux au 1er janvier 2015.

Le Groupe va au-delà de la réglementation qui exige une mise en conformité à cette échéance pour les Établissements Recevant du Public (ERP), à l'exception des ERP de 5e catégorie, catégorie à laquelle appartiennent ses sites d'exploitation.

6) Prévention contre les discriminations selon l'adresse de résidence

Le Groupe a développé des partenariats avec :

- des missions locales¹ situées en zones sensibles, pour le recrutement de collaborateurs. Les missions locales assurent la présélection des candidats et le Groupe effectue sur place les entretiens de recrutement ;
- des collèges de zones sensibles pour l'accueil d'élèves de classes de 3e dans le cadre du stage obligatoire en entreprise.

¹ La mission locale est une structure d'accueil qui apporte aux jeunes des réponses aux questions d'emploi, de formation, de logement ou de santé.



ENVIRONNEMENT

7) Bilan des émissions des gaz à effet de serre

L'article 75 de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 demande aux entreprises métropolitaines employant plus de 500 personnes d'établir un bilan des émissions de gaz à effet de serre, de le déposer en préfecture et de le rendre public sur un site internet pendant un mois au moins. Il est à noter que les textes de loi n'ont assorti le dispositif d'aucune sanction et n'ont pas réclamé un bilan reprenant la totalité des émissions de l'entreprise, mais seulement deux catégories d'émissions : les émissions directes et les émissions indirectes produites par l'utilisation d'électricité, de chaleur ou de vapeur.

La démarche du Groupe lui a permis de :

- calculer les émissions correspondant au minimum réglementaire. Les résultats sont les suivants :
 - => Périmètre : émissions directes des sources fixes de combustion, des sources mobiles à moteurs thermiques, des procédés hors énergie (non liées à la combustion) ou fugitives (fuites de fluides frigorigènes...), les émissions indirectes liées à la consommation d'électricité, liées à la consommation de vapeur, chaleur ou froid, enfin les émissions issues de la biomasse.
 - Certains postes ne concernent pas le Groupe.
 - => Bilan : 6 553 TeqCO2 soit 0,88 TeqCO2 par collaborateur.
- publier le résultat des émissions de gaz à effet de serre sur un périmètre élargi par rapport au précédent puisque lui ajoutant les déplacements professionnels des commerciaux. La publication est toujours consultable sur le site internet du Groupe.
 - => Bilan : 12 841 TeqCO2 soit 1,7 TeqCO2 par collaborateur.
- connaître le bilan global des émissions du Groupe, gestion des actifs financiers et immobiliers exclue.
 - => Bilan : 55 810 TeqCO2 soit 7,5 TeqCO2 par collaborateur.
- Enfin, pour élaborer un plan d'action pertinent et significatif sur les postes les plus émetteurs (énergie, déplacements collaborateurs et professionnels) le Groupe a décidé d'établir un bilan sur chacun des 14 principaux sites d'exploitation. Les résultats seront connus courant 2013.

L'idée du Groupe est de faire travailler les Directions concernées en vue d'une réduction des émissions générées par leurs activités. Un concours interne adressé à tous les collaborateurs du Groupe a été organisé à cet effet (résultats fin 2013).

8) Recyclage des papiers et cartons

- Depuis plus de 6 ans, sur le site AG2R LA MONDIALE de Chartres, le recyclage des papiers et cartons est géré par la société « La Corbeille Bleue » qui trie et revalorise ces déchets. En 2012, le taux de recyclage se situe à environ 21 %. Ces déchets sont principalement constitués de cartons, de documents obsolètes stockés dans le magasin du



site, du tri de papier effectué dans les bureaux, de papiers imprimés et des magazines renvoyés aux services expéditeurs ;

- L'activité d'EditPrint, centre éditique et d'imprimerie d'AG2R LA MONDIALE implanté à Mons-en-Barœul, génère beaucoup de déchets de papiers qui proviennent :
 - du calage : c'est le papier utilisé pour régler le rendu-couleur de la machine jusqu'à l'obtention de la qualité souhaitée ;
 - du façonnage : 100% des supports issus de la machine d'imprimerie sont ensuite façonnés. La première étape du façonnage est la découpe qui génère beaucoup de chutes de papier (les rognures). Ces déchets sont triés par type (papier, carton, ...) et, pour le papier, selon le niveau d'encrage.

En 2012, le site de Mons a revendu à une société de recyclage 79 tonnes de rognures couleur, 68 tonnes de rognures blanches et 17 tonnes de carton, soit environ 42,70 %.

9) Label Imprim'Vert

En janvier 2013, EditPrint, a obtenu, pour la 3^{ème} année consécutive, le label Imprim'Vert². Pour l'obtenir, des actions pour réduire l'impact de son activité sur l'environnement ont été mises en place :

- tri et élimination des déchets (plaques, chiffons souillés, boîtes, cartouches d'encre et Toner) selon une filière conforme à la réglementation ;
- pour le « gravage », utilisation des plaques d'un appareil « azura » permettant un nettoyage à l'eau ;
- stockage sécurisé des liquides neufs et des déchets liquides ;
- non utilisation de produits étiquetés toxiques. EditPrint œuvre même au-delà de la norme en ayant recours à des encres végétales pour les travaux sur la machine offset et à un mouillage sans alcool.
- actions de sensibilisation du personnel à la démarche ;
- 90% des papiers utilisés sont labélisés FSC³ (*Forest Stewardship Council*).

² La labellisation Imprim'Vert favorise la mise en place par les imprimeurs d'actions concrètes conduisant à une diminution des impacts de l'activité sur l'environnement. Le cahier des charges Imprim'Vert comporte quatre critères : bonne gestion des déchets dangereux, sécurisation de stockage des liquides dangereux, non utilisation des produits toxiques et sensibilisation environnementale de la clientèle. Le respect de ces critères doit faire l'objet d'une sensibilisation auprès des salariés.

³ FSC est une organisation non-gouvernementale, à but non lucratif et indépendante, créée pour promouvoir un mode de gestion responsable des forêts dans le monde. Fondé en 1993 après la conférence de Rio de 1992, FSC est aujourd'hui l'une des plus importantes initiatives pour améliorer la gestion du patrimoine forestier mondial. FSC est un système de certification qui propose des standards, un système d'accréditation et un logo, reconnus par les entreprises et organisations qui s'engagent dans la voie du développement durable des forêts. Son cahier des charges de principes et critères de gestion forestière à respecter, est une référence mondialement reconnue. La certification permet aussi de différencier les produits à base de bois issus de ces mêmes forêts par l'apposition d'un logo visible et reconnaissable. Le label FSC assure un lien crédible entre une production et une consommation responsables des produits issus de la forêt, et permet de faire un choix éclairé vers des produits issus d'une gestion écologiquement appropriée, socialement bénéfique et économiquement viable.



Quelques chiffres des activités d'EdiPrint en 2012 :

- 28,5 millions de pages imprimées ;
- 6,6 millions de mises sous pli ;
- 344 tonnes de papier utilisées (hors papier fourni par le groupe Humanis) ;
- 1,8 million d'euros de travaux d'imprimerie facturés aux clients internes et externes.

10) Démarches HQE⁴ et/ou autres (BREEAM⁵, LEED^{TM6}...) pour pérenniser le patrimoine immobilier

Avec la direction de l'immobilier de placement, le Groupe pérennise son patrimoine en conduisant les démarches HQE® et/ou BREEAM® et/ou LEED™ et/ou autres dans ses projets de construction et de réhabilitation de ses actifs immobiliers.

- Extension du site de Mons-en-Barœul (59)
Un bâtiment à usage de bureaux d'une surface de 3 940 m² a été construit pour augmenter la capacité d'accueil du site. Achievé à la fin de l'année 2011, il a été inauguré en avril 2012. Depuis son achèvement, ce bâtiment a obtenu :
 - le label bâtiment basse consommation (BBC Effinergie®)⁷
 - le label *Passivhaus*⁸ ;
 - la certification NF-Bâtiments Tertiaires HQE®.
- Rénovation de deux immeubles de bureaux, l'« OIKOS », 37-41 rue du Rocher, Paris 8ème et le "SIXT'IN", 6-8 rue Duret, Paris 16ème
Ces deux immeubles haussmanniens de 10 800 et 7 700 m², voués à la location, achevés en 2012, sont certifiés NF Bâtiments Tertiaires-Démarche HQE Rénovation® et ont obtenu la labellisation Bâtiment Basse Consommation (BBC Rénovation Effinergie®). Ces opérations, dernièrement livrées, font l'objet d'une démarche de certification HQE, garantissant une gestion durable dans l'exploitation de nos immeubles.
- Les restructurations des immeubles "LEMNYS", 4-30 rue Guynemer, Issy-les-Moulineaux (92) et "10 Grenelle", 3-11 rue de Nélaton, Paris 15^e. Ces deux immeubles de 41 000 et 34 800 m² font actuellement l'objet d'études et de travaux de restructuration importants intégrant une double certification NF Bâtiments Tertiaires-Démarche HQE® niveau

⁴ La démarche HQE® est le produit d'une alliance entre un système de management environnemental et le respect par un bâtiment de 14 critères choisis dont le niveau de performance fait l'objet d'une appréciation.

⁵ BREEAM® : *Building Research Establishment Environmental Assessment Method*, label britannique, le plus ancien dans le domaine (1990). Concerne 9 sujets : gestion du projet, santé et bien-être, énergie, transport, eau, matériaux, déchets, pollution, aménagement du territoire et écologie.

⁶ LEED™ : *Leadership in Energy and Environment Design*, label américain (1998). Prend en compte 7 domaines : développement durable des sites, économies d'eau, rendement énergétique, choix des matériaux, qualité environnementale intérieure, innovation et conception, priorité régionale.

⁷ BBC-Effinergie® est une appellation visant à identifier les bâtiments dont les très faibles besoins énergétiques contribuent à atteindre les objectifs de 2050 : réduire les émissions de gaz à effet de serre par quatre.

⁸ *Passivhaus* est un label allemand de performance énergétique dans les bâtiments dont les besoins en chauffage sont inférieurs à 15 kWh/m²/an.



Exceptionnel, et BREEAM® Commercial Europe. Les objectifs visent aussi le label Bâtiment Basse Consommation (BBC Rénovation Effinergie®).

- Les immeubles Vaillant-Thiers, 58-60 avenue Édouard-Vaillant, Boulogne Billancourt (92) et Lot 5, ZAC Clichy-Batignolles, Paris 17^e, ont été acquis dans le cadre de ventes en état de futur d'achèvement. Ces acquisitions de 7 000 et 22 600 m², en cours d'étude ou de travaux, s'inscrivent dans des démarches de double certification HQE® et BREEAM®.
- Enfin, les contributions au titre des dispositifs de Certificats d'Économie d'Énergie⁹ constituent un instrument phare de valorisation de notre politique en matière de maîtrise énergétique sur bon nombre des nos actifs.

Toutes ces démarches réduisent l'empreinte écologique du Groupe et tendent à :

- limiter de façon significative les consommations d'énergie et ainsi diminuer les émissions de gaz à effet de serre ;
- préserver les ressources naturelles et limiter les déperditions ;
- gérer activement les qualités sanitaires des espaces de travail ;
- améliorer le confort acoustique, thermique et visuel des occupants ;
- respecter l'environnement proche de l'immeuble, pendant les travaux de construction ou de restructuration et lors de son exploitation ;
- améliorer la comparabilité de nos démarches et mesurer la performance environnementale de nos bâtiments grâce aux certifications.

11) Gestion des sites d'exploitation : maîtrise des consommations

Le dispositif des Certificats d'Économie d'Énergie mis en place en 2011 s'est poursuivi au cours de l'année 2012, en complément deux actions nouvelles ont été lancées :

- la mise en place d'un outil (Hypervision®) de maîtrise des fluides (eau et énergie) afin de piloter au mieux les consommations avec des alertes en cas de consommations anormales. Il a été installé au 2^e trimestre 2012, il suit les consommations par heures avec des accès multiples ce qui permet à plusieurs collaborateurs d'être informés ;
- Outre le suivi des consommations, on attend de l'outil une optimisation du fonctionnement des équipements, une amélioration du confort des utilisateurs, une prédiction de la consommation, l'identification des économies possibles et le test de bonnes pratiques ;
- des audits énergétiques sont effectués dans les immeubles d'exploitation possédés par le Groupe afin de déceler d'éventuelles défaillances, afin d'améliorer le classement énergétique des bâtiments en travaillant –selon les besoins- l'éclairage, le chauffage, la ventilation, l'isolation, les ouvrants ou des éléments de gros-œuvre.

⁹ Le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) a été créé en 2005, il impose (sous réserve de pénalités) aux vendeurs d'énergie et de carburant (dits « les obligés ») de réaliser des économies d'énergie. Les vendeurs sont ainsi conduits à promouvoir l'efficacité énergétique auprès des consommateurs par des incitations (ex : aide au financement, aide technique) à investir dans des équipements économes en énergie.



LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

12) Politique générale de lutte contre la corruption

Le département Conformité et Déontologie de la Direction des Risques du Groupe AG2R LA MONDIALE s'inscrit dans la lutte contre la corruption dans le cadre de l'application du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme. À cet égard, il exerce une vigilance particulière pour s'assurer de la détection des personnes politiquement exposées (PPE) en raisons de leur fonction, qui résident dans un pays autre que la France et qui exercent ou ont cessé d'exercer dans les 3 années écoulées des fonctions politiques, administratives ou juridictionnelles importantes.

Pour améliorer la performance des analyses des bases de données mises à disposition par des partenaires (ex: société Dow Jones), le Groupe a acquis un logiciel SAS-AML pour élargir l'assiette des analyses à toutes les sociétés du groupe et améliorer la performance des recherches effectuées. Cette nouvelle possession va permettre d'optimiser et accélérer l'identification d'éventuelles PPE. Cette détection servira de point de départ à des expertises afin de nous assurer que ladite personne ne présente pas de défaut de justification de l'origine des fonds, susceptible de constituer une infraction de corruption.

En outre, le Groupe amorce une démarche interne de matérialisation des bonnes pratiques afin de former et informer l'ensemble des collaborateurs sur les comportements adéquats à mettre en œuvre pour éviter toute corruption notamment dans le cadre de démarche d'achats de biens ou de services ou de mise en œuvre de contrats.

Enfin, le département Conformité et Déontologie effectue des contrôles réguliers afin de détecter des comportements anormaux susceptibles de constituer aussi bien des attitudes non déontologiques, frauduleuses ou assimilables à des actes de corruption.